

Briefing | Objectif 6

Des financements pour réduire les risques de catastrophe

Katie Peters
Alice Caravani

Mars 2015

Cette note apporte des éléments d'information pertinents pour l'adoption de l'objectif (vi), identifié dans le projet de Cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015. Cet objectif prévoit d'*accroître les flux de moyens supplémentaires, durables et prévisibles, de mise en œuvre, notamment les ressources financières allouées à la réduction des risques de catastrophe – investissements publics, transferts de technologie, renforcement des capacités, etc. – des pays développés vers les pays en développement de [x pour cent du revenu national brut] par an d'ici à 20[xx].*

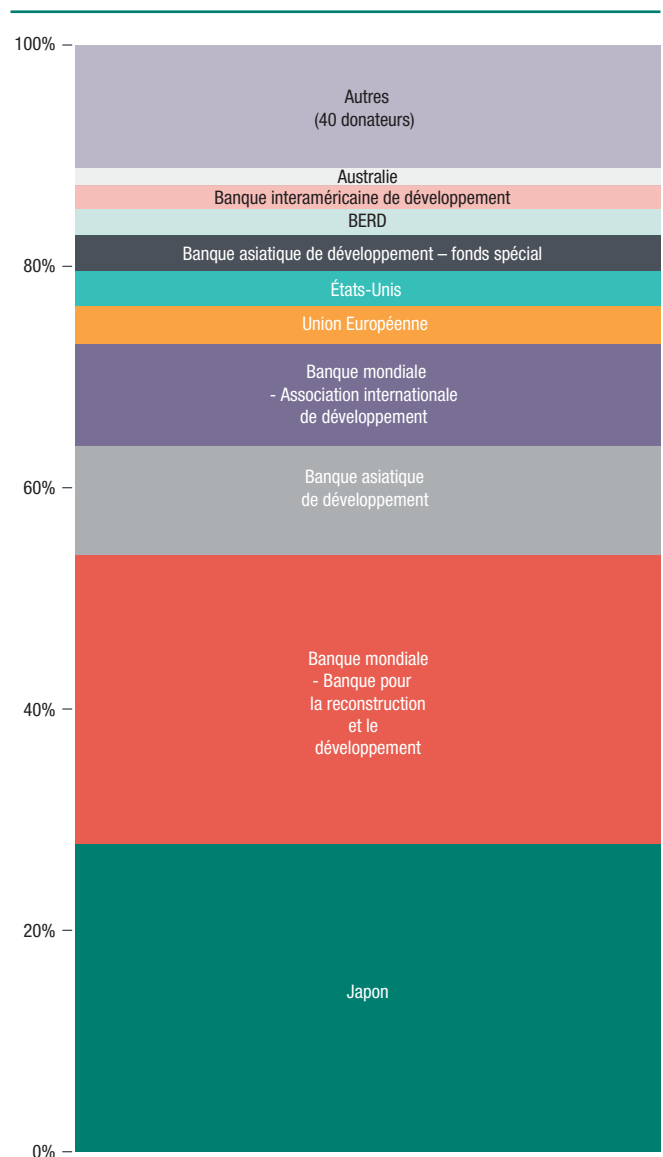
Contexte

La RRC est financée par de nombreuses sources : privées et publiques, nationales et internationales. Les financements privés comprennent ainsi les investissements directs étrangers, les mécanismes d'assurance ou les transferts de fonds. Quant aux financements publics, ils recouvrent les fonds issus de la coopération internationale, bilatérale comme multilatérale, visant notamment le développement, l'aide humanitaire ou l'adaptation au changement climatique, ainsi que les appels de fonds humanitaires spécifiques. D'autres sources de financement résident dans les investissements philanthropiques et ceux de la société civile¹. Certains pays, tels que les Philippines², l'Indonésie³ et l'Inde, réalisent également des investissements importants dans la RRC.

Principaux donateurs et bénéficiaires de la RRC

La majorité des montants alloués à l'échelle internationale à la RRC est fournie par un petit nombre d'institutions et de pays, le Japon et la Banque mondiale contribuant pour plus de la moitié à ces fonds⁵, qui ont représenté 13,5 milliards de dollars EU entre 1991 et 2010.⁶

Un petit nombre de pays reçoivent la majorité des montants alloués à la RRC à l'échelle internationale. Ainsi, entre 1991 et 2010, plus de la moitié des financements, soit 7,9 milliards de dollars, ont été distribués à dix bénéficiaires⁷ : la Chine, l'Indonésie, le Bangladesh, les Philippines, le Mexique, la Colombie, l'Argentine, l'Inde, le Brésil et la Turquie (par ordre décroissant).⁸ Le Bangladesh



excepté, il s'agit de pays à revenu intermédiaire. Sur la même période, les pays à revenu faible ont reçu environ 12 % du montant total des financements alloués à la RRC à l'échelle internationale.⁹

Principales difficultés concernant les investissements de RRC et leur intégration aux flux de développement

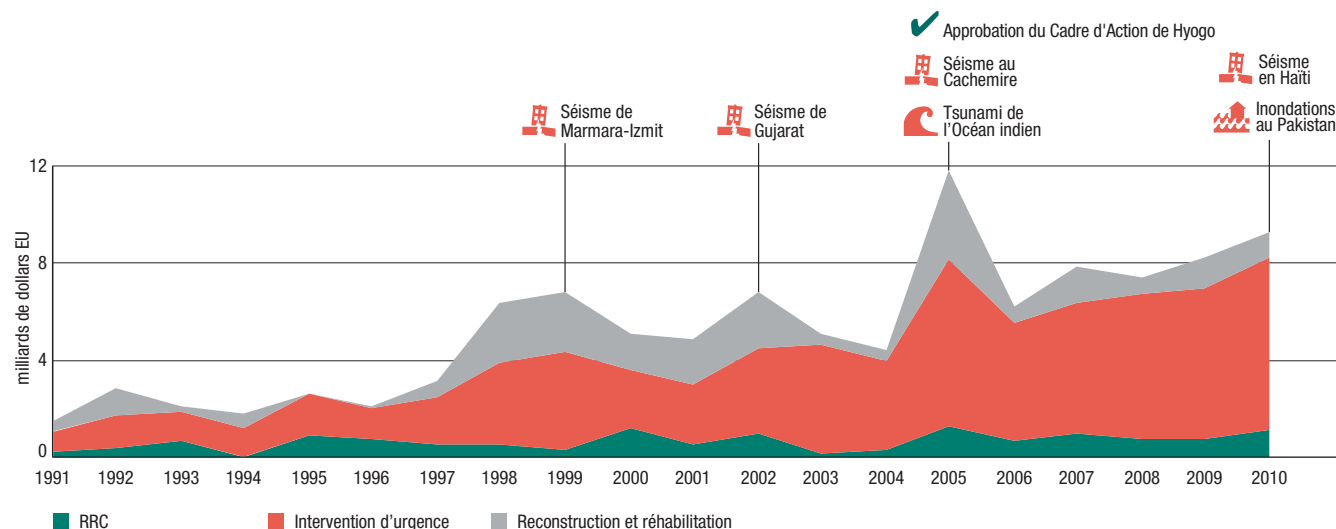
Il est difficile de suivre les investissements consacrés à la RRC : l'obsolescence des bases de données internationales s'accroît ; l'absence de définitions communes rend les comparaisons problématiques ; et l'absence de suivi des activités de RRC limite la collection de données. Fait important, les fonds alloués au développement international ne constituent qu'un des éléments finançant la RRC : en réalité, les personnes vulnérables aux catastrophes naturelles supportent elles-mêmes le coût – largement non monétaire – des catastrophes.

Les approches courantes en matière de développement intégrant souvent les actions de RRC, il peut être difficile d'identifier et de suivre celle-ci comme une activité séparée¹⁰. L'analyse est rendue d'autant plus complexe que de nombreuses approches encouragent, à juste titre, l'intégration de la RRC afin de lever des fonds pour des projets de développement qui tiennent compte des risques de catastrophe. Aussi, pour comptabiliser les fonds alloués à la RRC, il faudra s'attacher à déterminer explicitement dans quelle mesure des investissements plus larges contribuent à réduire les risques de catastrophe et à prévenir de nouveaux risques.

Utilisation des financements alloués à la RRC

La RRC s'apparente à une approche portefeuille. Un système de RRC solide repose en effet sur un vaste éventail d'activités connectées, visant non seulement à élaborer des codes de la construction et des plans d'aménagement du territoire, mais aussi à organiser des systèmes d'alerte précoce, des opérations de recherche et de sauvetage, ou des interventions de redressement.¹¹ À l'échelle de la planète, les financements se répartissent de manière variable entre ces activités liées aux risques. De 1991 à 2010, environ 66 % d'entre eux ont ainsi été consacrés aux interventions d'urgence, 22 % à la reconstruction et la réhabilitation, et 13 % à la réduction et la prévention des risques.¹²

La majorité des fonds est allouée après une catastrophe et une partie de ces financements peut être utilisée pour mener des opérations de RRC afin de se prémunir contre des catastrophes ultérieures. S'il est nécessaire d'accroître les financements de plans de développement prenant en compte les risques de catastrophe, il faut aussi mettre l'accent sur des actions de RRC ex ante pour dépasser l'approche réactive, uniquement centrée sur les profils de risque existants, et engager une démarche proactive de gestion des risques, visant avant tout à les éviter.



1. À paraître. Overseas Development Institute (ODI), '10 Things to Know about DRR Finance'.
 2. Jose, S. (2012) 'Tracking National Government Budget for Disaster Risk Reduction in the Philippines'. Genève : UNISDR.
 3. Darwanto, H. (2012) 'Preliminary Examination of Existing Methodologies for Allocating and Tracking National Government Budget for Disaster Risk Reduction (DRR) in Indonesia'. Genève : UNISDR.

4. Chakrabarti, D. et Prabodh, G. (2012) 'Understanding Existing Methodologies for Allocating and Tracking DRR Resources in India'. Genève : UNISDR.
 5. Kellett, J. et Caravani, A. (2013) 'Financing Disaster Risk Reduction: A 20-Year Story of International Aid'. Londres : ODI.
 6. Kellett et Caravani (2013). Les montants alloués comprennent la prévention et le contrôle des inondations.

7. Kellett et Caravani (2013). Les montants alloués comprennent la prévention et le contrôle des inondations.
 8. Kellett et Caravani (2013).
 9. Kellett et Caravani (2013).
 10. À paraître. Overseas Development Institute (ODI) et Banque mondiale.
 11. Kellett, J. et Peters, K. (2014) 'Dare to Prepare: Taking Risk Seriously'. Londres : ODI.
 12. Kellett et Caravani (2013).
 13. Kellett et Peters (2014).

Thank you to all those who reviewed the briefing, particularly to Lead Pakistan for their detailed support. Readers are encouraged to reproduce material from these ODI Briefings for their own publications, as long as they are not being sold commercially.

As copyright holder, ODI requests due acknowledgement and a copy of the publication. For online use, we ask readers to link to the original resource on the ODI website. The views presented in this paper are those of the author(s) and do not necessarily represent the views of ODI.

© Overseas Development Institute 2015. This work is licensed under a Creative Commons AttributionNonCommercial Licence (CC BY-NC 3.0).

Overseas Development Institute
 203 Blackfriars road
 London SE1 8NJ
 Tel: +44 (0)20 7922 0300